

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



*Île de passion!*

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 146 /PRM/DAJ/DA/MT/2025

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
**Vu** le code pénal et notamment l'article R 610-5,  
**Vu** le code de la route,  
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,  
**Vu** l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure,  
**Vu** la demande de la SARL SUN7 Piscine reçue le trente et un janvier deux mille vingt-cinq,  
**Vu** l'avis de la police municipale n° 80/2025 du vingt-cinq février deux mille vingt-cinq,  
**Vu** l'avis de la Direction des Routes et des Infrastructures n° 64/2025 du vingt-sept février deux mille vingt-cinq,

**Considérant qu'**afin de permettre l'intervention d'un camion grue pour la pose d'une piscine, il y a lieu de régler la circulation sur le chemin Fleurs de Cannes,

ARRETE

**Art. 1.-** La circulation est momentanément interrompue sur le chemin Fleurs de Cannes au droit du n° 13 A à l'exception des riverains, des forces de l'ordre et des véhicules de secours.

**Art. 2.-** Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi trois mars deux mille vingt-cinq au vendredi sept mars deux mille vingt-cinq pour une durée maximum d'une heure quatre fois par jour, en fonction de l'intervention du camion grue.

**Art. 3.-** La signalisation réglementaire est mise en place par la SARL SUN7 Piscine.

**Art. 4.-** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

**Art. 5.-** Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 6.-** Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à la SARL SUN7 Piscine.

Fait à Saint-Louis, le **03 MARS 2025**

Pour La Maire et par délégation,

La Directrice Générale des Services



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- DGST
- Direction des Routes et des Infrastructures
- Service communication
- SARL SUN7 Piscine

LA MAIRE :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
  - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
  - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.